

# N'ayez pas peur. L'immigration massive des « riches » n'aura pas lieu

**Depuis des décennies la France s'est spécialisée dans l'exportation de BAC +7 et l'importation de BAC -15.** Malgré le nombre très élevé d'économistes distingués, payés par l'Etat directement ou indirectement, personne n'est pourtant capable de mesurer les conséquences économiques d'une telle stratégie. Pas même le « Conseil Stratégique de l'Attractivité » lancé en 2013 par François Hollande.

On ne peut donc qu'essayer de regrouper des informations pas toujours vérifiables.

## **Tondre « les riches » ne permet pas d'améliorer le sort des plus pauvres**

**En 2015, la France aurait été le pays au monde qui a compté le plus de départs** de millionnaires avec environ 10 000 départs pour raisons fiscales. En 2013, 714 redevables de l'ISF se seraient installés à l'étranger contre 620 en 2012. La destination principale était la Suisse (19%), le Royaume Uni (16%), la Belgique (13%), les Etats Unis (6%). L'ISF aurait coûté 0,3% de croissance sur la période 1997-2009, ce qui représenterait 500 000 emplois perdus. D'après d'autres estimations, 20 000 chefs d'entreprise se sont expatriés sur la période, ce qui aurait représenté une perte de capital productif de 300 Md€ en douze ans et ce qui explique largement notre déficit en PME par rapport à l'Allemagne.

**Aujourd'hui plus de 300 000 foyers fiscaux payent l'ISF.** Malgré tous les chiffres accablants que l'on peut trouver sur le sujet, plus de 67% des français ne souhaitent pas sa suppression. Pourtant avec les taux zéro l'ISF est devenu totalement démotivant pour ceux qui le payent.

Cet impôt qui se surajoute à tous ceux qui existent déjà, exonère les collectionneurs de tableaux anciens et frappe désormais le cadre moyen qui à force de travail et d'épargne a réussi à acheter par exemple un appartement de 4 pièces à Paris pour espérer le transmettre à ses enfants. La suppression de l'ISF pouvait faire espérer que les 800 industriels français qui quittent le pays chaque année et qui ont emporté avec eux hors du territoire pas moins de 200 Md€ recommencent à espérer dans leur pays d'origine et décident d'y investir de nouveau. Cela arrêterait l'hémorragie de fortunes et de cerveaux qui entraîne chaque année un manque à gagner de 7 à 8Md€ pour l'Etat et donnerait un signe de confiance à ceux qui entreprennent, qui osent, qui prennent des risques, qui croient au capitalisme familial et qui ont le souci du long terme. L'ISF a été maintenu pour l'immobilier au nom de ce qu'il serait un investissement non

productif !

**Il faudrait au contraire cesser de tirer sur les propriétaires immobiliers.** Depuis sa nomination le gouvernement a concentré un tir nourri de mesures sur les propriétaires de biens locatifs en multipliant les contraintes. Si ce tir n'est pas rectifié, les investisseurs privés finiront par désertir complètement le marché au moment où la demande reste très forte.

### **La fiscalité des revenus et du capital est dissuasive**

En 2013, 46 896 redevables de l'impôt sur le revenu se sont installés à l'étranger contre 34 524 en 2012 soit une augmentation de 36%. Leur revenu fiscal de référence moyen était de 50 000€ contre 25 000€ pour l'ensemble des foyers fiscaux. Parmi ces contribuables, 84 avaient un revenu supérieur à 1,2M€, 115 supérieur à 1M€, 179 supérieur à 700 000€, 659 supérieur à 300 000€ et 3700 supérieur à 100 000€.

**Deux ans de matraquage fiscal réalisé par François Hollande** ont encore aggravé la situation. Avec le gel du barème de l'impôt, en deux ans les ménages ont vu leur facture fiscale augmenter de 13 Md€....le nouveau coup de rabot au quotient familial ramené de 2336 € à 2000€ par demi part, l'augmentation des taxes sur les plus values immobilières, la contribution sur les hauts revenus, la contribution exceptionnelle ISF qui a vu 8010 ménages voir leur impôt dépasser 100% de leurs revenus, la tranche d'impôt sur le revenu à 45%. Pour les ménages les plus modestes il y a eu la refiscalisation des heures supplémentaires à partir d'août 2012, la hausse de la redevance télévision, de la fiscalité sur le tabac et des taxes sur la bière...

**Le conseil des Prélèvements Obligatoires** indiquait qu'en 2010 les 10% de foyers les plus riches en France avaient contribué à 65% de l'impôt brut et à 74% de l'impôt net. Notre modèle social est payé en grande partie par les hommes et les femmes que l'on montre du doigt. On voit mal comment en décourageant ceux qui ont le plus de chances de créer des emplois et des richesses on peut rendre l'économie plus dynamique et plus efficace. En Grande Bretagne avant l'arrivée de Maggie Thatcher le taux maximal de l'impôt sur le revenu était de 85%. Le pays était aussi le plus pauvre d'Europe !

**Au total, l'exil fiscal concernerait 100 000 français** sur les deux millions vivant à l'étranger. Cela représenterait un manque à gagner de recettes fiscales de 10Md€ par an et un stock de capital de 50Md€. Parmi ceux qui sont souvent cités dans les magazines on relève les noms suivants : en Belgique une partie des familles Mulliez (Auchan) et Defforey (Carrefour), Bernard Darty (fondateur de Darty) Paul Georges Despature (Damart), Denis Payre (fondateur de Business Objects), Jacques Tajan (Commissaire Priseur), Eric Emmanuel Schmitt (écrivain).

En Suisse : Antoine Zacharias (Vinci), Jean Louis David, Benjamin de Rothschild, Eric Guerlain, Michel Lacoste, Daniel Hechter, les frères Wertheimer (Chanel), Castel, Lescure (SEB), Bich, Taittinger.

La Belgique compte environ 60 000 exilés français pour des raisons fiscales sur 110 000 expatriés inscrits volontairement au Consulat. En Suisse, Sur les 5500 fortunes étrangères imposées au forfait 2000 sont d'origine françaises avec 44 exilés français qui figurent parmi les 300 premières fortunes suisses.

### **Les entreprises sont aussi mal traitées**

**Le taux de prélèvement obligatoire sur les entreprises** est le plus élevé d'Europe, supérieur de plus de 5 points au taux moyen européen et de 7 points au taux allemand, qu'il s'agisse d'impôts sur les sociétés, de cotisations sociales ou de taxes diverses. Il en résulte des marges bénéficiaires et des profits plus faibles, un autofinancement des investissements réduit et une faible attractivité du territoire français pour la localisation d'activités industrielles.

**Les entreprises françaises ne sont pas riches mais exsangues.** Quand on retire les 120 premières entreprises françaises des plus de trois millions d'entreprises opérant sur notre territoire, ces dernières ont des taux de marge sur chiffre d'affaires et de rendement sur capitaux investis moitié plus faible qu'en Allemagne. Les classes politiques et médiatiques sont aveuglées par les profits que les entreprises du CAC 40 réalisent hors de France.

**L'impôt sur le capital** est trois fois plus élevé en France qu'en Allemagne. Le capital supporte en France une très forte taxation qui touche particulièrement le secteur productif. Le drame en France c'est qu'on veut que les français consomment mais on laisse filer la production. On a

instauré un Ministère du Redressement Productif pour aller sauver quelques entreprises en faillite, mais en même temps on a écrasé d'impôts celles qui fonctionnaient encore, ce qui revient au bout du compte à préparer les faillites de demain.

## **Le macronisme fiscal est de gauche**

**Les assujettis à l'ISF pensaient que cet impôt allait être supprimé.** Malheureusement, le conseiller du président Macron, Jean Pisani-Ferry, (ancien numéro 1 de France Stratégie) n'aime pas l'immobilier. Il est largement à l'origine de la nouvelle version de l'ISF : l'impôt sur la fortune immobilière.

**Fabrice Lengart le Commissaire général adjoint de France Stratégie** est d'ailleurs le dernier à s'être manifesté. Il vient de produire une note préconisant ni plus ni moins qu'une partie de la propriété des terrains construits soit transférée à l'Etat. Ce rapport qui n'a rien à envier aux idées les plus avancées du collectivisme soviétique, écrit que «La soutenabilité d'une dette publique excessive pourrait être crédibilisée en rééquilibrant comptablement le bilan patrimonial de l'Etat par la voie d'un transfert d'actifs depuis le bilan des agents économiques privés résidents, ce transfert étant assimilable à un impôt exceptionnel sur le capital. Concrètement, une façon de procéder consisterait en ce que l'Etat décrète qu'il devient copropriétaire de tous les terrains construits résidentiels, à hauteur d'une fraction fixée de leur valeur, et que ce nouveau **droit de propriété** soit désormais incessible". Devant une telle stupidité, le premier ministre a heureusement fait part de son désaccord avec cette note.

**Les actionnaires se réjouissaient de la mise en place d'une « flat tax »** sur les revenus et les plus values boursières. Il s'agissait de remplacer l'ensemble des prélèvements sur le capital (impôt sur le revenu, contribution sociale et impôt sur le patrimoine) par un seul prélèvement forfaitaire de 30% sur les revenus du capital, de supprimer toutes les exonérations inutiles, de détaxer plus largement la petite épargne et d'encourager les donations aux jeunes. Une telle refonte de l'imposition du capital aurait constitué un levier puissant de relance de l'investissement.

Malheureusement, le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2018 prévoit un alourdissement du régime de la CSG sur les produits d'épargne. On essaye de mettre fin au mécanisme de taxation au taux historique. Les PEA mais aussi l'intéressement et la participation logés dans des Plan d'Epargne Entreprise pourraient être taxés au taux unique de 17,2% quelle

que soit la date d'achat des titres. En 20 ans le taux de prélèvement social sur les revenus du capital est passé de 0,5% à 15,5%. Il atteindra les 17,2% l'année prochaine !

**La surtaxation actuelle du capital en France** s'oppose à l'investissement et à la croissance, sans rendre pour autant la fiscalité plus juste avec des taux d'imposition prohibitifs et la multiplication des niches fiscales.

### **La stigmatisation anti riches a pris des proportions ahurissantes**

**Parmi les « experts » très souvent invités sur les plateaux de télévision** et à la radio on peut citer: Jacques Delpla professeur associé à l'école d'économie de Toulouse avait proposé de « Gommer la dette publique d'un coup chiche ». Il proposait une taxe de 17% sur les patrimoines s'appliquant au delà de 30 000€ qui équivaldrait au montant de le dette ! Cet ISF généralisé soulagerait la jeune génération d'un fardeau paralysant...

Yann Galut ex député PS du Cher avait travaillé sur la taxation des revenus des exilés fiscaux. Il proposer de lkes taxer sur la base de "la fiction de la résidence continuée". La taxe viserait à "imposer les revenus des exilés comme ceux des résidents pendant les dix années suivant leur transfert à l'étranger" . Dans sa grande sagesse Bercy avait répondu que vu la complexité de la chose, la mesure n'était pas envisageable pour le moment.

Thomas Piketty dans son livre « Pour une révolution fiscale... » avait proposé en France, un impôt supplémentaire pour les propriétaires de logement, au prétexte que ne payant pas de loyers ils touchent l'équivalent d'un revenu, lequel doit être soumis à l'impôt ! Cette proposition témoigne d'un stupéfiant mépris de la propriété privée.

### **Il faut des riches pour vaincre le chômage et la pauvreté**

**Pendant ce temps, les BAC - 15 que nous importons bénéficient de la CMU** et d'une mutuelle gratuite alors que 5 millions de français n'ont pas de mutuelle, trop « riches » pour bénéficier de la mutuelle CMU, mais trop « pauvres » pour s'en payer une.

**Notre fiscalité est schizophrène.** Elle matraque ses autochtones et fait les yeux doux aux non résidents, provoquant la fuite des premiers et de leurs capitaux. Rassurez vous, compte tenu du macronisme fiscal il n'y a aucun risque d'être envahi par « les riches »

**Une seule chose est sûre** tant que l'on essaiera d'encourager le talent et l'innovation sans traiter le volet fiscal il y a très peu de chances que ceux qui ont réussi restent en France. Tant que l'on continuera à stigmatiser la finance, les riches, les exilés fiscaux,

tous ceux qui ont été obligés de partir ne reviendront pas. N'ayez pas peur, l'immigration massive des riches ne se produira pas....

---

## L'Éducation nationale a besoin rapidement d'un électrochoc

**Il faut liquider l'héritage de 1968**, si l'on veut que la France reparte un jour du bon pied. Les idées inspirées largement par Pierre Bourdieu selon lesquelles le système scolaire ne serait qu'un instrument de reproduction des élites et que tous les manuels devraient systématiquement condamner le libéralisme et surtout l'enseignement privé sont de mauvaises idées.

Tous les livres scolaires qui se revendiquent d'être avant tout anticapitalistes n'expliquent pourtant jamais pourquoi on vit deux fois plus longtemps qu'au siècle dernier. En trente ans, les modes de vie, le revenu, l'espérance de vie et le système productif ont changé dans le bon sens. Sur chacun de ces indicateurs, les améliorations sont nettes, voire spectaculaires, alors que la

plupart des gens, encouragés par des magazines comme *Alternatives Economiques* sont persuadés du contraire...

Au nom de quoi faudrait-il célébrer dans une école ou un lycée les mérites de Fidel Castro et d'Hugo Chavez ?

**Il faut savoir qu'au Lycée de Corbeil-Essones** en face de la cité des Tarterêts, il y avait récemment un bâtiment où les enfants pouvaient se procurer des drogues dures et des « drogues douces », un étage où l'on pouvait trouver des préservatifs. A Toulon, on a pu entendre un représentant des élèves musulmans réclamer l'instauration de pratiques islamistes dans l'établissement au nom de ce que 25 élèves seulement sur 500 ne faisaient pas le ramadan. La mentalité de certaines cités n'est devenue rien d'autre qu'une forme de caïdat qui affiche son mépris pour les femmes, l'homophobie et l'antisémitisme...

Les Zones d'Education Prioritaire (ZEP) créées au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 visaient à « obtenir une amélioration significative des résultats scolaires des élèves notamment les plus défavorisés ». Il s'agit aujourd'hui de constater l'échec complet de ces politiques.

Quand on regarde la situation de la jeunesse dans notre pays, on retrouve l'essentiel des maux de notre société: exclusion, violence, chômage, déficits, délinquance voire terrorisme. Il est urgent d'éduquer une jeunesse qui a été largement sacrifiée au cours des dernières décennies. C'est la première condition pour repartir dans la bonne direction.

**Le pédagogisme et le renoncement à l'autorité ont ravagé l'éducation nationale.**

**La réalité c'est que l'école va de plus en plus mal.** L'Éducation nationale est une machine aveugle qui broie les professeurs qui voudraient se donner du mal en leur ôtant toute liberté. Jacques Julliard qu'on ne peut suspecter d'être de droite, dans son dernier livre « *L'école est finie* » a produit un vibrant pamphlet contre la dernière réforme scolaire de Najat Valaud-Belkacem. Il s'élève contre les discours égalitaristes et libertaires qui dominent la gauche depuis quarante ans. La quasi totalité des nouvelles pédagogies ont été des échecs : les activités d'éveil, la grammaire fonctionnelle, la lecture naturelle, les mathématiques modernes, l'auto-apprentissage, l'histoire des objets, le « décloisonnement de la créativité » etc...

La méthode globale d'apprentissage de la lecture et le « pédagogisme » ont été des échecs. Si on définit comme illettré une personne incapable de lire et d'écrire un texte simple, court, en

rapport avec sa vie quotidienne, il faut savoir qu'il y a en France 8 % de jeunes adultes qui sont illettrés.

**Ce sont les familles les plus défavorisées qui tiennent le plus à la vérité des notes,** alors que « les bobos » ne veulent pas qu'on traumatise leurs enfants car l'évaluation serait un facteur de stress, surtout quand on se permet de noter les élèves. Une mère s'est récemment plainte de la punition infligée à son rejeton qui avait insulté un professeur en lui disant qu'il était « un fils de pute » et « un bâtard ». Le rectorat a bien évidemment annulé la sanction prise à l'encontre de l'élève par le Conseil de Discipline. L'école a renoncé à exercer toute autorité.

En voulant rendre l'école plus accessible, on a finalement orchestré son nivellement par le bas. Jamais Albert Camus, fils d'une femme de ménage illettrée, mais repéré et stimulé par un instituteur à l'ancienne ne pourrait aujourd'hui avoir le Nobel de littérature.

Ce n'est plus seulement l'institution scolaire qui est confrontée à l'antisémitisme, à l'islamisme et au sexisme, c'est toute la société. A force de déni, le mal s'est étendu bien au-delà des banlieues et de leurs écoles

**Le ministère de l'éducation nationale résiste,** engraisé par des ministres qui n'osent le réformer en profondeur, par des syndicats majoritaires bureaucrates (Snuipp-Fsu, SE-Unsa, SNPDEN-Unsa, SNES...) et par une gestion centralisée archaïque. L'autonomie des établissements est combattue en permanence par les syndicats. En agissant de cette façon, la rue de Grenelle dénature complètement les idéaux de l'école républicaine.

Jean Michel Blanquer le nouveau ministre estime qu'il y a urgence à arrêter la baisse de la France dans tous les classements (Pisa, Timss...)

Il faut « dégraisser le mammouth » disait déjà Claude Allègre aux enseignants en 1997,

Pour ce faire, il faut parler vrai. Expliquer pourquoi rien ne change. Se refuser à la résignation ambiante. C'est possible avec des mesures simples, rapides et efficaces. À l'unique condition que le système ultra-centralisé accepte de lâcher la bride et de faire confiance aux acteurs de terrain, dans les académies, les collectivités, et surtout au sein même des établissements scolaires.

**La route sera longue et difficile car il s'agit d'une bataille contre le sectarisme.**



**Heureusement, l'économie du secteur de l'éducation va être bouleversée.** Aujourd'hui l'éducation nationale est dans les mains de l'Etat, et sous le contrôle total des syndicats corporatistes. Cela ne devrait pas durer encore longtemps, car avec les cours en ligne sur internet, il va y avoir une hausse spectaculaire du niveau d'exigence scolaire. Tout le monde a envie d'accéder aux plus de choses possibles dans la sphère de ses intérêts...

**Une Université puissante, capable de contribuer activement à la croissance** économique, de favoriser la cohésion sociale et de porter les ambitions culturelles d'un pays, est la meilleure garantie d'avenir dont celui-ci puisse se doter. Elle crée la confiance chez la jeunesse et ouvre des possibilités pour la société entière.

Près de quatre cent soixante-dix mille jeunes s'orientent chaque année vers l'enseignement supérieur, afin d'y acquérir ce qui est considéré comme le meilleur atout pour une vie professionnelle et personnelle. Dans ces quelques années d'études, c'est l'avenir de notre pays qui se joue, génération après génération. Pourtant, malgré l'importance de cet enjeu collectif, les privilèges d'une bonne formation tendent à se concentrer au sein d'un vivier étroit de bénéficiaires.

Il faut bannir définitivement de l'école la phrase « Puisqu'il n'est pas bon pour les études il vaut mieux le mettre au boulot le plus vite possible »

Brigitte Macron qui enseignait à Franklin, le lycée privé jésuite Saint Louis de Gonzague, a laissé un très bon souvenir tant auprès de ses anciens élèves que des parents. On nous dit qu'elle veille à cette transformation si importante pour la France....

---

# Les annonces sur les syndicats et l'éducation nationale vont dans la bonne direction

**Deux annonces vont dans la bonne direction** : l'annonce d'une réflexion sur la place et le financement des syndicats en France et celle du remplacement de Michel Lussaut, le président du Conseil Supérieur des Programmes de l'Éducation Nationale. Il incarnait « le clan des pédagogistes » dont l'idée était de mettre l'élève et non plus le savoir au centre du système d'éducation. L'école était pour lui le lieu de « la violence symbolique » et du « capital culturel » qui était selon lui un facteur d'inégalité.

Malheureusement la suppression de l'ISF sur les actifs financiers entraîne un cafouillage sur les signes extérieurs de richesse qui remet en cause cette bonne trajectoire. Des députés La République en Marche envisagent de déposer un amendement à la Loi de finance 2018 pour « taxer les produits de luxe » sous prétexte que les yachts, les jets et les lingots d'or ne sont plus pris en compte dans le nouvel ISF !

Abordons cette semaine le problème des syndicats.

**Le financement des syndicats pourrait enfin évoluer** a annoncé Christophe Castaner, porte-parole du gouvernement, « il faut l'assumer, il faut discuter, mais il faut le faire dans la clarté ». Ne soyons pas trop naïfs. La France est un pays latin, jacobin pétri de phraséologie révolutionnaire et nourri au lait de la lutte des classes. Elle ne va pas devenir tout d'un coup une social-démocratie à la scandinave raisonnable, moderne, apaisée....

Voilà quelques faits qui permettent de débiter la discussion.

**Les syndicats comptent de moins en moins d'adhérents** et de plus en plus de financements publics directs ou indirects. Cette situation engendre un déséquilibre entre syndicats du public et syndicats du privé. En effet les syndicats du public ont beaucoup plus de pouvoir que les syndicats du privé et freinent en permanence la réforme de l'état. Il faudrait clarifier le mode de financement des syndicats en supprimant les dispositifs de mise à disposition de personnels et de locaux pour les remplacer par exemple par un chèque syndical. Le chèque syndical serait un chèque individuel attribué à chaque salarié et financé à 50% par l'entreprise ou par l'employeur public et à 50% par le salarié lui-même pour être versé au syndicat de son choix. Le chèque syndical remplacerait à terme toutes les subventions et mises à dispositions de locaux et de personnes.

L'arrêt des subventions et le retour au travail des dizaines de milliers de « permanents », notamment dans les entreprises publiques, serait une mesure éthique.

**Le Rapport Perruchot** (député du Nouveau Centre à l'époque) décrivait très bien la situation. Les mécanismes de financement des fédérations d'employeurs et de salariés présentent un déficit de représentativité très important alors que l'essentiel de leurs ressources sont déconnectés des cotisations de leurs adhérents.

Les financements des organisations syndicales accordés par l'état et la collectivité représenterait environ 4Md€ par an (personne et pour cause ne connaît ce chiffre avec précision) alors qu'elles prennent régulièrement la France en otage. Cela recouvre de nombreuses subventions directes et indirectes permettant d'employer des permanents par milliers. Les cotisations ne représentent que 3 à 4% des budgets syndicaux contre une moyenne de 80% en Europe !

Le Rapport Perruchot a été enterré par l'Assemblée Nationale en novembre 2011 sans autre forme de procès...

**Ces syndicats sans légitimité avec 8% des salariés seulement**, sont devenus des puissances financières perméables à la corruption et faisant obstacle aux réformes d'intérêt général. Leurs défilés contre la réforme des retraites à l'époque ont montré qu'ils défendaient les corporatismes d'un autre siècle. On a le droit de défendre la retraite par répartition et d'invoquer

la solidarité. Personne n'est obligé de ressortir les clichés usés sur la retraite par capitalisation. En Suède, la réforme des retraites a été faite sans la participation des syndicats.

**Les salariés de la fonction publique** constituent une catégorie de français qui a davantage de privilèges et moins de contraintes que les autres salariés. Dans les groupes publics ou semi publics, les syndicats et les politiques profitent au maximum d'un système que l'État a créé et qu'ils entretiennent soigneusement. Les différences entre le public et le privé sont devenues insupportables. La réintroduction du jour de carence dans la fonction publique avait fait chuter l'absentéisme de 43%.

Les avantages datent souvent des situations de monopole et accordés par des gouvernements faibles. La France est un pays extrêmement fertile : on plante des fonctionnaires et il y pousse de l'impôt. Les politiques s'exonèrent légalement et iniquement des obligations qui frappent les citoyens qui les ont élus. Outre-mer on vit au rythme du soleil et des indemnités. Les cheminots, les salariés de la RATP, les pilotes de ligne, les employés de la Banque de France, les salariés de l'EDF. Les aiguilleurs du ciel bénéficient tous d'avantages dont ne bénéficient pas les salariés du secteur privé.

**La CGT qui a toujours été proche du parti communiste** a un lourd passé d'organisation totalitaire au financement opaque et souvent illégal.

**Le syndicat FO** a obtenu la présidence du régime général de retraite de la CNAV. Pourtant, c'est le syndicat champion des grèves à répétition et de la lutte pour le maintien des régimes spéciaux. Comment s'étonner dans ces conditions que les caisses fassent l'objet de tous les pillages pour financer les retraites privilégiées des agents publics : la SNCF, la RATP, la Poste, EDF etc...

**Le MEDEF a aussi sa part de responsabilité** puisque les entreprises financent l'essentiel de la formation professionnelle : entreprises 13,7 Md€, État 6,8, Régions 4,5, autres collectivités locales 2,7, autres administrations publiques, Ménages 1,2 . Qui en bénéficie : les salariés du privé 42%, les jeunes 24%, les fonctionnaires 19%, les chômeurs 14% Ces chiffres sont stupéfiants puisque l'État ne cotise pas pour ses 2,4M d'agents alors que leur budget formation coûte tout de même 2,5Md€ au budget de l'État !

**La formation professionnelle coûte plus que le budget de la défense** ou de l'enseignement supérieur. Les syndicats de salariés et les syndicats patronaux n'ont aucun intérêt à changer quoi que ce soit au dispositif.

**Tant que la France continuera d'être aveuglée par le socialisme** et restera dans une idéologie fausse de caractère utopique et para religieux, elle ne s'en sortira pas. L'oligarchie des fonctionnaires qui gouverne, réglemente, légifère à son seul profit avec des syndicats qui imposent leur loi ne peut se poursuivre. Espérons que les français, un jour, se déprendront un jour des idéologies hostiles à la liberté pour la bonne raison qu'ils sont un vieux peuple libre...

---

## Le résultat des élections allemandes sera déterminant pour l'avenir de la France

**De nombreux indicateurs économiques mondiaux** pointent dans la bonne direction, La croissance se raffermie en zone euro. Le PIB de l'Union Monétaire a crû de 0,6% au deuxième trimestre, après 0,5% au premier. Cela n'empêche pas le commerce extérieur de la France de continuer à se détériorer avec pour simplifier, une offre de produits français coincée entre les produits haut de gamme allemands et les produits espagnols, bien meilleur marché que les produits français.

**En France, Emmanuel Macron accumule les critiques** venant plus particulièrement de ceux qui ont voté pour lui. En très peu de temps, il est arrivé à se mettre à dos une grande partie de l'armée (Général de Villiers et -850M€ de crédit), les fonctionnaires (gel du point d'indice), la police (-526M€), la justice (-160M€), les étudiants (APL), les retraités (CSG), les propriétaires immobiliers (ISF)... avec l'annonce de mesures très mal présentées à l'opinion publique. En effet, il ne s'agissait pas pour les budgets de diminution brute, mais d'augmentations moins importantes que ce qui avait été budgété par le gouvernement précédent.

En revanche, on ne touchera pas à l'Aide Médicale d'Etat (1Md€ par an) accordée à toute personne se trouvant sur le territoire français même illégalement. Emmanuel Macron depuis trois mois a, il faut le noter, très peu agi sur les questions de sécurité et d'immigration.

Pour paraphraser Alphonse Allais, Emmanuel Macron aurait probablement l'intention de

demander « en même temps » plus à l'impôt et moins au contribuable....

Elu sur un programme pro-européen il était aussi attendu avec beaucoup d'espoir par nos voisins. Là aussi, il commence à agacer, car son intransigeance et son interventionnisme passent mal.

**La préparation du budget 2018 est accablante** pour Michel Sapin et François Hollande tant la présentation des comptes publics par le gouvernement précédent a été manipulée.

Normalement, elle ne devrait pas épargner non plus Emmanuel Macron. Curieusement, la quasi totalité des médias semblent avoir oublié qu'il a été aux affaires pendant les deux tiers du mandat de François Hollande.

Il y a un manque d'objectifs clairs en matière budgétaire. On ne peut pas demander aux français de comprendre, par exemple, ce qui se passe en matière de retraite, quand on leur dit d'abord que l'équilibre ne sera pas atteint avant 2040, mais que ce n'est pas si grave que cela, puisque le président penche pour un système en « comptes notionnels » et qu'au lieu de faire une réforme paramétrique on va faire une réforme systémique !

**L'Etat a profité de la trêve estivale pour injecter discrètement 4,5 md€ dans Areva,**

sans que son ex dirigeante, Anne Lauvergeon qui brillait au firmament de l'industrie et du pouvoir soit trop inquiétée. Pourtant, *Libération* en 2016 avait révélé qu' Areva avait dissimulé à l'Etat le fiasco de 2,5 Md€ du rachat de la société minière Uramin, qui aura été le plus mauvais investissement et le plus contesté d'Areva en 2007. Selon *Vanity Fair* en 2015, il s'agissait d'une opération trouble sur laquelle aurait spéculé Olivier Fric, mari d'Anne Lauvergeon. Il semble que la justice s'interroge avec une lenteur qui tranche sur d'autres dossiers sur son rôle dans le rachat de la société minière.

Pendant cette période, l'Etat a procédé à la nationalisation des chantiers navals STX. On peut donc se poser des questions sur le type de libéralisme dont se réclame Emmanuel Macron.

**La Loi Travail est le premier test en vraie grandeur** de la capacité d'Emmanuel Macron à transformer la France. L'effet sur les créations d'emplois ne pourra être que marginal tant que les dépenses publiques n'auront pas été sérieusement diminuées et que le poids de l'Etat (57% du PIB) n'aura pas été réduit. C'est la France des petites et des grandes entreprises qui doit prévaloir par rapport à la France des fonctionnaires et des assistés....

## **Le futur de l'Europe dépendra du résultat des élections allemandes**

**En Allemagne, le pessimisme qui touche le secteur automobile** est en train de provoquer un ralentissement des indicateurs avancés de l'économie allemande.

Les sondages montrent que Angela Merkel sera la grande gagnante des élections qui auront lieu le 27 septembre prochain. Tout le problème sera de savoir quel sera le poids politique de ses alliés dans la coalition.

Angela Merkel qui est devenue une proeuropéenne convaincue, se heurtera à toutes les forces qui à Berlin continuent à ne pas vouloir payer pour les autres pays européens. L'axe franco-allemand tant mis en avant par Emmanuel Macron n'aura pas la même force d'attraction si c'est le camp de la rigueur budgétaire qui prédomine en Allemagne.

**L'Italie s'installe dans l'espoir d'une prospérité retrouvée.** Les indicateurs d'activité se redressent. D'ailleurs le marché italien a progressé de 4,58% alors que pendant la même période l'Espagne reculait de 6,9%, le DAX de 2,8% et le CAC 40 de 2,7%.

Le nettoyage du secteur bancaire a débuté, mais il est encore loin d'être terminé.

L'Europe laisse l'Italie se débrouiller avec tous les immigrés qui arrivent sur son sol.....

**En Espagne,** le taux de chômage a plus baissé qu'on ne l'attendait. La consommation repart.

**En Grande Bretagne, Theresa May a été victime de ses contradictions** sur le Brexit.

L'obsession du Brexit paralyse le parti conservateur depuis 2016. Il a beaucoup de mal à cesser de définir les courants qui l'agitent uniquement par le Brexit. La phase de transition pour sortir de l'Europe sera longue et agitée.

La Livre Sterling perd du terrain au fur et à mesure que les négociations sur le Brexit s'enlisent. Elle est au plus bas contre Euro depuis huit ans. Cela permet aux sociétés exportatrices de garder le moral puisque leur produits et services sont plus compétitifs.

**La Suisse a vu avec plaisir sa devise baisser** ce qui n'oblige plus la Banque Nationale Suisse à acheter des Euros pour empêcher sa devise de monter

**En Europe**, beaucoup de gérants considèrent maintenant que l'Euro est surévalué. L'environnement est encore favorable pour les marchés actions qui sont déjà bien valorisés. Toute exposition sur l'Europe doit privilégier les sociétés orientées vers leurs économies domestiques, ce sont souvent des valeurs à capitalisation moyenne et petites.

### **Les grosses variations sur les valeurs US seront le fait de fonds activistes**

**Aux Etats Unis, les marchés ont anticipé une réforme fiscale favorable** avec une relance de la construction d'infrastructures. Ce n'est pas encore ce qui est en train de se produire. Le commerce extérieur se dégrade avec en toile de fonds les mesures protectionnistes que Donald Trump entend mettre en place. La production industrielle reste toutefois robuste, mais avec la baisse du dollar le coût des importations va augmenter.

**Le secteur des sociétés produisant de l'éthylène** pour fabriquer du plastique ont beaucoup souffert des cyclones récents car le Texas était le champion mondial de la fabrication de plastique.

**Les valeurs de défense** comme Raytheon montent dans le sillage de la tension notamment avec la Corée du Nord.

**Les fonds qui pratiquent l'activisme dans les conseils d'administration** vont encore se développer. Les grands acteurs sont notamment Nelson Peltz (Trian Fund) passé à l'attaque sur Procter & Gamble. Il est déjà intervenu chez Pepsico et Danone. Les autres fonds qu'il faut surveiller sont : Third Point Partners (Daniel Loeb), Elliott Management (Paul Singer), Pershing Square (William Ackerman), Icahn Enterprises (Carl Icahn), Value Act Capital (Jeffrey Ubben) et Starboard Value (Jeffrey Smith)



Selon l'indicateur Wells Fargo/Gallup, les investisseurs privés n'ont jamais été aussi optimistes depuis la bulle de la technologie. C'est rarement un bon signe

### **La Chine nouveau leader de la mondialisation**

**La Chine devra assumer le rôle de leader de la mondialisation.** C'est ce que la communauté internationale attend puisque l'Occident est en crise, la place est à prendre au moment où l'Union Européenne continue de s'affaiblir. Le renminbi continue de s'apprécier contre le dollar. Elle est à son plus haut depuis un an.

Les autorités chinoises vont cesser de resserrer la politique monétaire. On va constater une poursuite du ralentissement de la croissance des crédits. Parallèlement l'ouverture du marché des actions chinois se poursuit. Les actions A font désormais partie de l'indice MSCI World.

**Au Japon l'activité manufacturière continue de progresser.** La consommation des ménages reste soutenue. Le marché action reste attractif tant en valeur absolue qu'en valeur relative.

### **La dette émergente est encore attractive**

**Les marchés émergents n'ont pas été déstabilisés** par le comportement de la Corée du Nord. Les investisseurs continuent d'acheter des obligations émises par les marchés émergents en particulier en Indonésie. Les meilleures performances ayant été réalisées par la Thaïlande et la Tunisie.

**L'Inde** n'a pas réalisé le taux de croissance escompté par les économistes. Cela s'explique en grande partie par les effets de la démonétisation décidée par le gouvernement afin de mettre en place un système fiscal moderne. Tout cela n'empêche pas les réserves de la banque centrale d'atteindre les 400 Md\$.

**En Russie,** l'économie est en petite forme mais le marché action remonte lentement. La rouble aussi. Pourtant, des faillites bancaires en série ont eu lieu pendant l'été.

**La baisse de la Livre turque** profite aux sociétés exportatrices malgré un contexte politique dominé par l'accroissement des pouvoirs de monsieur Erdogan.

Le **Brésil** retrouve un peu de croissance après trois années de baisse ininterrompue. Les taux d'intérêt baissent et le marché action a repris de la hauteur à l'annonce de la privatisation de Petrobras.

**L'Argentine** enregistre une hausse de sa production industrielle mais elle n'a pas été transférée de la catégorie « marché frontière » dans la catégorie « marché émergents » par MSCI

---

## Les livres qu'il faudrait avoir lu (3)

**Régulièrement, Jean Jacques Netter, Vice Président de l'Institut des Libertés**, publie les notes de son cahier concernant les ruptures économiques, les frictions géopolitiques, les fractures idéologiques et les évolutions technologiques de notre société. Cela peut permettre, essentiellement à partir de livres qui ne s'inscrivent pas forcément dans le court terme ou le politiquement correct, de regarder la réalité telle qu'elle est aujourd'hui ou de faire apparaître de nouveaux angles d'évolution...

**Points de fractures idéologiques:**

## **Le grand cycle démocratique serait menacé par l'égoïsme individuel**

**Démocratie** : dans son dernier livre « *Le nouveau monde: L'avènement de la démocratie tome IV* » Marcel Gauchet montre que le monde d'hier où la religion et le politique faisaient la loi a cédé la place à un monde où l'économie et la technocratie règnent en maître...

D'après Raffaele Simone le cycle démocratique vieux de deux siècles serait arrivé à son terme. Il décrit dans son livre « *Si la démocratie fait faillite* » l'épuisement d'une des plus belles inventions humaines. L'Union Européenne n'est pas là pour nous défendre contre les effets de la globalisation, mais se fait plutôt le valet du capital international et des banques écrit le professeur émérite de linguistique à l'Université Roma Tre...

**Antisystème** : les réseaux sociaux qui fonctionnent dans la réactivité font écho à un type d'individualité qui vit dans l'événementiel et cherche à faire valoir sa propre image. Pour Jean Pierre Le Goff dans son livre « *Malaise dans la démocratie* », l'antisystème est une réaction symptomatique à l'ignorance et au mépris dont fait preuve une partie des élites vis à vis des préoccupations et des angoisses des perdants de la mondialisation...

**Nation** : Spécialiste de la Grèce antique François Hartog fait partie de ceux qui réfléchissent à l'évolution de notre rapport à l'histoire. Dans son livre « *La nation, la religion, l'avenir* », à partir d'Ernest Renan, il nous rappelle qu'avant la révolution, le passé éclairait l'avenir. Pour savoir où on allait on commençait par se tourner vers lui pour y voir clair. A partir du XXIème siècle on a préféré regarder le présent et partir pour l'Amérique. Renan prévoyait selon Hartog, dès cette époque « une baisse de l'esprit national face à un égoïsme individuel toujours croissant...

**Déconstruction** : une centaine d'historiens sous la direction de Patrick Boucheron ont entrepris la déconstruction du roman national de la France. Il faut laisser la place selon eux aux progressistes, cosmopolites, féministes, antiracistes, multiculturalistes. Les auteurs du livre « *Histoire mondiale de la France* » ont du mal à sortir de leur gangue idéologique qui les amène à relativiser la grandeur du passé de la France, à n'insister que sur les heures sombres et bien sûr nier tous ses héros dans une entreprise de dissolution de la France en 800 pages...

## **Le mal être de la société française provient en grande partie de l'Etat providence**

**Etat providence** : dans un monde malthusien on se battait pour répartir les places, pour niveler par le bas au nom de la justice. Dans le monde qui vient décrit par Erwan Le Noan dans son livre « *La France des opportunités* » l'équité exigera plutôt de lever les barrières à la mobilité pour récompenser le mérite. Le mal être dans la société française est le fruit de l'Etat- providence. Bâti après la guerre, il a évincé avec impérialisme toutes les structures sociales traditionnelles et annihilé toutes les solidarités directes entre individus...

**Conservateur** : la fierté d'être conservateur est bien mise en valeur dans le livre de Guillaume

Perrault « *Conservateurs, soyez fiers* » Il y a selon lui dans le conservatisme une défense de la dignité des gens ordinaires qui travaillent beaucoup, aiment leur pays et leur famille. Ils en ont assez de voir les ingénieurs sociaux identitaires et psychologiques chercher à les rééduquer...

**Populisme** : en France, l'événement fondateur de la poussée populiste a été la victoire du non au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen. Tel est le point de vue d'Alain de Benoist dans son livre « *Le moment populiste. Droite -gauche c'est fini* » Depuis 2005 le même scénario se répète, la droite dit de voter oui, la gauche dit de voter oui, tous les grands medias disent de voter oui et le peuple dit non....

### **Emmanuel Macron n'a pas encore réinventé le libéralisme de gauche**

**Libéralisme de gauche** : dans son livre, « *La gauche, la droite et le marché* » l'économiste anglais David Spector explique pourquoi le libéralisme de gauche ne s'est jamais implanté en France. Selon lui à gauche on continue à penser que le marché c'est de droite sauf quand il s'agit du consommateur. Emmanuel Macron pourrait selon lui pratiquer une politique sensible à la question des inégalités et favorable au marché...

**Progressisme** : Bérénice Levet fustige les idées progressistes et leur impute l'avènement d'une société sans mémoire incapable de transmettre le moindre héritage. Dans son dernier livre « *Le crépuscule des idoles progressistes* » elle explique que l'occident souffre d'une liberté revendiquée sans fondement ni racines. Ce qui est beaucoup plus grave, selon elle c'est que Emmanuel Macron a programmé l'obsolescence de la nation française...

**Droite antilibérale** : Michel Winock dans son livre « *La France républicaine. Histoire politique XIXème-XXIème siècle* » s'intéresse aux différents avatars de la droite antilibérale qui ressurgit régulièrement, depuis le général Boulanger jusqu'au Front National en passant par les ligues et les mouvements des années 30. Le plus intéressant selon lui est le « Parti Social Français » mouvement de masse du Colonel François de La Roche qui rassemblait 1M d'adhérents en 1939...

**Antagonismes français** : dans son dernier livre « *Antagonismes français* », Marc Crapez poursuit son combat contre la gauche qui impose un climat sectaire où l'on ne peut plus rien dire pas même que l'on voudrait « un renouveau » total de la « pensée française » Pour lui les citoyens de droite ne doivent pas craindre la gauche, ses médias tendancieux et ses intellos méprisants...

### **Le communisme a laissé la place à l'islamisme et aux extrémismes**

**Communisme** : selon Enzo Traverso spécialiste de la mémoire d'Auschwitz et des penseurs nomades juifs allemands comme Walter Benjamin et Siegfried Kracauer, l'ancienne utopie communiste a laissé aujourd'hui la place à l'islamisme et aux extrémismes. Dans son dernier livre « *Les nouveaux visages du fascisme* » il montre que certains pouvaient penser que la gauche allait changer le monde. C'est le monde qui a changé la gauche. Dès qu'elle arrive au pouvoir elle

ne fait selon lui que conforter l'ordre dominant du néolibéralisme.

**Soft totalitarisme** : le triomphe du soft totalitarisme arrive selon Natacha Polony. L'école est en berne, le néolibéralisme annihile nos identités, l'Europe détruit les états, la démocratie est en panne, Le communautarisme ronge les nations. La globalisation sans limites nous conduit à une impasse et nous vole notre liberté et notre identité. Voilà le constat fait par Natacha Polony dans son livre « *Bienvenue dans le pire des mondes* »...

**Islamistes** : Roger Scruton, chef de file d'une tendance conservatrice en Grande Bretagne s'est éloignée du thatcherisme dans son intention de rééquilibrer les questions morales par rapport à l'économie. Il explique dans son livre « *De l'urgence d'être conservateur* » que les islamistes qui pratiquent le terrorisme se sentent offensés par la vue des gens qui s'amuse et qui acceptent le monde. Leur religion dans sa forme extrême est un rejet du monde...

**Fascisme islamique** : beaucoup de musulmans sont contre l'Etat islamique mais ils ne s'opposent pas à l'idée du Califat et à la Charia. Pour Hamed Abdel-Samad né en Egypte auteur du livre « *Le fascisme islamique : une analyse* », l'islamisme serait le totalitarisme de notre siècle. Un essai courageux qui dénonce les aspects despotiques de l'islam. La question de l'islamisme modéré est caduque. L'islam est né et demeure politique. Le législateur c'est Dieu pas l'homme...

### **L'Occident doit revoir ses rapports avec l'islam**

**Islamisme sunnite** : pour résister à l'offensive théocratique et totalitaire dont il, fait l'objet, l'Occident doit de toute urgence redéfinir les menaces et revoir ses alliances et visions stratégiques. Dans son livre « *Les vrais ennemis de l'Occident* » Alexandre del Valle du Center of Political Affairs explique que l'alliance avec l' islamisme sunnite (Arabie Saoudite, Qatar, Koweït, Pakistan, Turquie...) est une lourde erreur. L'Arabie Saoudite a investi 75 Md\$ dans la promotion du salafisme dans le monde...

**Fanatisme** : philosophe et psychanalyste, figure de la gauche israélienne Carlo Strenger vient de publier un essai « *Le mépris civilisé* » dans lequel il exhorte les gauches européennes à défendre les valeurs humanistes face aux fanatismes et aux extrémismes. Pour lui, les arguments de Badiou et de Zizek nous poussent vers un totalitarisme de gauche.

**Islamisation de la France** : Philippe de Villiers dans son livre « *Les cloches sonneront-elles encore demain ?* » nous propose sa version de la vérité sur l'histoire de l'islamisation de la France. Pour lui, la nation est un roman d'amour fondé sur les beautés françaises. Il pense souvent à cette phrase de Romain Gary qui raconte son coup de foudre pour la France « je n'ai pas une seule goutte de sang français mais la France coule dans mes veines » ...

**Salafisme** : Gilles Kepel chercheur internationalement reconnu et condamné à mort par les islamistes avait été évincé de Science Po par Richard Descoings qui avait supprimé le Département d'Etudes du monde arabe ! Dans son dernier livre « *La Fracture* » il montre que

certaines municipalités considèrent que les salafistes permettent d'assurer l'ordre et de lutter contre la délinquance...

**Immigration** : Rome a été confrontée à la fin du IV<sup>ème</sup> siècle à un afflux de réfugiés fuyant la guerre. Pour Michel de Jaeghere dans son livre « *Les derniers jours, la fin de l'empire romain d'Occident* », ses intellectuels et sa classe politique de l'époque y ont vu l'occasion de présenter cette immigration sous les apparences de la bienfaisance et d'une chance pour l'Empire romain. Ils n'avaient pas mesuré les conséquences pour l'équilibre du monde romain....

**Femme** : Le très courageux Kamel Daoud vient de publier « *Mes indépendances. Chroniques 2010-2016* » C'est un recueil de 180 textes parus dans le Quotidien d'Oran. Il décrit très bien la situation de la femme : « Dans le monde d'Allah, la femme est niée, refusée, voilée, enfermée ou possédée, vous êtes donc islamophobe si vous êtes contre l'invention horrible de la burka comme linceul vivant ». Au fil des jours le scalpel réjouissant de Daoud charcute partout où ça fait mal...

**Antiracisme** : Aujourd'hui, en France on a peur de parler à visage découvert. C'est bien ce que fait avec courage Georges Bensoussan dans son livre « *Une France soumise. Les voix du refus* ». Pour lui, L'antiracisme ce combat légitime a été progressivement dévoyé en religion de l'antiracisme et en instrument de terrorisme intellectuel qui est devenu le meilleur vecteur du nouvel antisémitisme déployé par les officines organisatrices du camp décolonial. Ce n'est plus seulement l'institution scolaire qui est confrontée à l'antisémitisme, à l'islamisme et au sexisme, c'est toute la société. Poursuivi en justice pour provocation à la haine raciale après avoir dénoncé l'antisémitisme arabo musulman, l'historien a tout de même été relaxé...

**Identité** : c'est un concept vague qui n'est pas défendable. Telle est la théorie défendue par Hervé Le Bras, historien et démographe dans son livre « *Malaise dans l'identité* ». Le premier coupable selon lui est Nicolas Sarkozy qui a entraîné la France dans une quête aussi vaine que nauséabonde de « son identité nationale ». L'identité d'après Hervé Le Bras doit être ouverte aux influences extérieures et aux identités des autres...

**Autorité** : le Général Bertrand Soubelet, sanctionné il y a deux ans pour son franc parler est un ancien n° 3 de la gendarmerie nationale. Il lance dans son dernier livre « *Sans autorité quelle liberté ?* » un cri d'alarme sur la situation de la justice et de la sécurité en France. Réquisitoire implacable sur la situation politique et sociale de notre pays. Toutes les atteintes à la laïcité nous arrivent d'une religion qui n'a pas de fondement historique dans notre pays...

---

## Les livres qu'il faudrait avoir lu (2)

**Régulièrement, Jean Jacques Netter, Vice Président de l'Institut des Libertés**, publie les notes de son cahier concernant les ruptures économiques, les frictions géopolitiques, les fractures

idéologiques et les évolutions technologiques de notre société. Cela peut permettre, essentiellement à partir de livres qui ne s'inscrivent pas forcément dans le court terme ou le politiquement correct, de regarder la réalité telle qu'elle est aujourd'hui ou de faire apparaître de nouveaux angles d'évolution...

### ***Points de frictions géopolitiques:***

#### **L'Europe est faible face au terrorisme islamiste**

**Troisième offensive de l'islam en Europe :** Pierre Lellouche dans son dernier livre « *Une guerre sans fin* » rappelle que après la guerre qui a suivi la révélation de Mahomet au VIIème siècle, il y a eu la chute de Constantinople en 1453 qui mena les turcs aux portes de Vienne. Aujourd'hui nous vivons une nouvelle guerre de contre-colonisation au moment où la France renie sa culture au nom de ses valeurs et des droits de l'homme...

**Europe :** le Traité de Versailles (1783) préparé par Vergennes constitue la plus belle réussite politique de l'ancien régime. Il porte un coup d'arrêt à la domination de la Royal Navy sur les mers et impose en Europe un équilibre très favorable à la France. De sa nomination aux Affaires Etrangères à sa mort en 1787, Charles Gravier comte de Vergennes a été la solidité de Louis XVI. Bernard de Montferrand l'auteur de « *Vergennes. La gloire de Louis XVI* » est président de la société des Cincinnati de France...

#### **L'anti-américanisme en profite pour resurgir**

**Anti-américanisme :** Régis Debray dans son dernier livre « *Civilisation. Comment nous sommes devenus américain* » rallume une fois de plus l'anti-américanisme. Pour lui la soumission de la civilisation européenne est du côté de l'Amérique et non du côté de l'islam. Comme la plupart des auteurs anti-américains, Régis Debray ne connaît pas bien l'Amérique. Il en devient une sorte de voyant borgne...

**Atlantisme :** dans son livre « *La France atlantiste ou le naufrage de la diplomatie* », Hadrien Desuin considère que les quinze mois de Jean Marc Ayrault ministre de Hollande à la tête de notre diplomatie donnent une impression de vide et d'une succession de choix hasardeux brouillant un peu plus les positions internationales de la France. Réquisitoire argumenté contre la diplomatie de nos derniers présidents mis dans le même atlantisme ...

#### **La France devient un nain politique**

**Russie :** pour Renaud Girard expert en stratégie, la France est apparue dans l'affaire ukrainienne comme un nain politique en comparaison avec l'Allemagne. Nous manquons d'une grande politique russe. Dans son dernier livre « *Quelle diplomatie pour la France* » il pense que nous devons développer notre propre vision différente de Moscou et de Washington, pour devenir des

médiateurs reconnus au Proche Orient...

### **La « Pax Asiatica » est en marche**

**Asie :** Dans son dernier livre « *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XXème siècle* », Pierre Grosser historien professeur à Sciences Po Paris décrit bien l'incapacité de l'Amérique à penser à long terme profite à la Chine et à l'Europe. Nous allons vers une « Pax Asiatica »...

**Chine :** Sylvie Bermann, première femme à avoir dirigé la chancellerie de l'ambassade de France à Pékin vient de sortir « *La Chine en eaux profondes* ». Pour l'actuelle ambassadeur de France à Londres, la Chine est la deuxième puissance économique mondiale et en même temps un pays en développement au 87ème rang en terme de PNB par tête.

---

## Les livres qu'il faudrait avoir lu (1)

**Régulièrement, Jean Jacques Netter, Vice Président de l'Institut des Libertés**, publie les notes de son cahier concernant les ruptures économiques, les frictions géopolitiques, les fractures idéologiques et les évolutions technologiques de notre société. Cela peut permettre, essentiellement à partir de livres qui ne s'inscrivent pas forcément dans le court terme ou le politiquement correct, de regarder la réalité telle qu'elle est aujourd'hui ou de faire apparaître de nouveaux angles d'évolution. Voilà la première partie qui en comportera quatre pendant l'été...

### **Points de ruptures économiques**

#### **Le matraquage fiscal a servi à financer le protectionnisme social...**

**Fiscalité :** le dernier livre de Jean Marc Daniel « *Les impôts* » est une histoire de la folie fiscale française. Poujade dénoncera « la gestapo fiscale », Giscard d'Estaing alourdira la fiscalité sur le capital, Mitterrand créera l'impôt sur les grandes fortunes. Sarkozy et Hollande continueront de plus belle. Le professeur d'économie décrit l'inexorable dérive d'un pays devenu le champion du matraquage fiscal...

**Protectionnisme social :** Edmund Phelps économiste américain, prix Nobel est orthodoxe et iconoclaste. Dans son dernier livre « *La prospérité de masse* » il montre que l'avènement du « protectionnisme social » a été particulièrement dévastateur. Une nouvelle entreprise avec une idée novatrice ne peut pas prendre une part de marché si l'Etat protège tous ses concurrents. Il faut casser les monopoles, renforcer la concurrence ouvrir les portes aux nouveaux entrants...



### **... tout en fragilisant les classes moyennes**

**Classes moyennes :** La classe dominante n'a jamais cessé d'ériger des frontières invisibles. Pour Christophe Guilluy dans son dernier livre « *Le crépuscule de la France d'en haut* » il explique bien que dans les milieux populaires, personne ne souhaite devenir minoritaire dans son « village », ni en France, ni en Algérie, ni en Chine, ni au Sénégal. Il existe une véritable fragilisation sociale des petites villes et des villes moyennes de la France périphérique. De nombreux centres ville sont à vendre et dans une ville comme Nevers près de 20% des locaux commerciaux sont vides. Ce n'est pas la construction de 20 ou 30% de logements sociaux qui changera la donne ....

### **Les défis à relever sont donc nombreux...**

**Les défis que personne ne devrait ignorer :** Pour Jacques de Larosière auteur de « *Les lames de fond se rapprochent* » il existe six défis capitaux qui devraient nous empêcher de dormir: 1/le vieillissement de la population, 2/ les inégalités croissantes de la mondialisation, 3/ le ralentissement séculaire de la croissance mondiale 4/ les menaces sur l'environnement 5/ les risques des politiques monétaires hyperlaxistes 6/ les dérives de la financiarisation extrême. Tous ces défis s'emboîtent comme des poupées gigognes....

---

## Le populisme est devenu un mot valise qui comporte de multiples facettes

**En France, l'événement fondateur de la poussée populiste** a été la victoire du non au référendum de 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen. Bien qu'il ait été rejeté à plus de 55% par la France métropolitaine, cela n'a pas empêché 92% des parlementaires de ne pas tenir compte de l'avis des français en votant une loi autorisant la ratification du traité... !

**Depuis 2005 le même scénario se répète.** L'Europe est devenue un Léviathan sourd aux aspirations des peuples. La droite dit de voter oui, la gauche dit de voter oui, tous les grands médias disent de voter oui et le peuple dit non. Les représentants à la Commission ou au Parlement donnent l'impression d'être totalement inaptés à écouter qui que ce soit. Ils préfèrent nous donner des leçons en nous expliquant ce que nous devons penser, ce en quoi nous devons croire et surtout ce que nous devons espérer: un monde sans frontières, sans peuples, enfin libéré des vieilles traditions, débarrassé des vieilles identités et surtout peuplé de citoyens du monde.... !

**La montée, depuis 15 ans, de mouvements dits « populistes »** ne se présente donc nullement comme le simple prolongement des actions et des doctrines de « l'extrême droite » traditionnelle. Le croire serait s'exposer à se trouver à chaque instant pris à contre pied. Dans une

Europe vieillissante, inquiète de son appauvrissement démographique, le populisme joue sur le désir de sécurité et la peur de l'immigration. Il se présente comme une défense du patrimoine immatériel, c'est-à-dire un « style de vie », aussi bien que matériel...

**Qu'ont en commun Marine Le Pen, Donald Trump, Viktor Orban, Beppe Grillo**, tous régulièrement qualifiés de populistes? Pas grand chose, car les populismes ne se ressemblent pas forcément. La critique des élites suffit-elle à définir le populisme? Le populisme a-t-il une couleur politique? Doit-on exclure les populistes du débat démocratique ou au contraire leur répondre pied à pied? Les populismes menacent dans tous les cas, la toujours fragile démocratie, qui semble aujourd'hui, plus que jamais, à la peine.

**Plus l'Etat est impuissant, plus le pouvoir politique perd de sa légitimité.** A ce moment là, le risque de sécession du peuple est réel. C'est aux citoyens de se saisir du pouvoir sans quoi tout le pouvoir reviendra aux marchés. Tout le problème est que le mot populisme fait aujourd'hui partie des mots qui sont usés jusqu'à la corde dévitalisés, piégés...

**Les classes moyennes se sentent méprisées par les élites**

**A l'âge de la mondialisation, de l'ouverture des frontières** et du triomphe d'un individualisme consumériste, le peuple apparaît comme une forme politique désuète voire obsolète. Emporté par les naufrages du nationalisme, du communisme et plus généralement, la fin des grands récits et des affrontements idéologiques qui ont structuré les XIXe et XXe siècles. Le peuple démocratique, celui de la communauté des citoyens souverains, semble avoir tenu bon jusqu'à aujourd'hui, mais il est dévoré de toutes parts par la passion de l'individualisme.

**Une démocratie qui utilise le concept de populisme** pour lutter contre des opinions contraires montre bien qu'elle manque à sa vocation de liberté. Quand les élites découvrent que le peuple ne les suit plus, quand ils s'aperçoivent que le peuple juge qu'ils vont trop loin et n'a envie de se sacrifier ni pour l'humanité, ni pour le règne du concept, alors les élites progressistes veulent passer au dessus du peuple..

C'est tout à fait le sens des propos tenus par Bernard-Henri Lévy au moment du Brexit. Il avait écrit dans le Monde que le Brexit, était la victoire non du peuple mais du populisme. Non de la démocratie mais de la démagogie. Que les nains de Jardin allaient selon lui remplacer Michel-Ange, car le vote des britanniques incarnait la victoire du souverainisme le plus sombre...

**L'Europe est menacée des mêmes rigidités que l'URSS d'antan.** Les élites sont coupées de la base comme l'était à l'époque « la Nomenklatura » soviétique. Les multiples comités qui peuplent les entreprises et les administrations n'ont rien à envier aux « Soviets ». Nous assistons à la mort des élites ou plus prosaïquement à la disparition de la classe dominante telle que Marx l'avait mise en scène. La communauté se dissout. Elle réunissait les détenteurs de tous les pouvoirs, politiques, économiques, médiatiques, intellectuels. Ce n'est pas simplement l'effet du

populisme, dont le marqueur idéologique demeure la haine à l'égard de « ceux d'en-haut ». C'est évidemment le résultat des lâchetés et des faux pas des élites elles-mêmes. Mais c'est surtout le résultat d'une société « hyperdémocratique », dirigée par l'opinion et les médias...

**Les classes moyennes se sentent méprisées par les élites nomades** vivant dans un monde postnational. Les électeurs sont face à des élites confinés dans des discussions de salon. Les élites sont coupées des réalités françaises. A force d'occulter les problèmes posés par une immigration de masse extra européenne, les bien pensants de droite comme de gauche ont pratiqué un déni idéologique. D'où la triste débâcle politique à laquelle nous assistons.

**Le populisme est le terreau sur lequel prospère la haine des riches.** La guerre à la finance des uns faisant échos au culte des frontières et à la stigmatisation des immigrés des autres et tous communiant dans la détestation des entreprises, du capitalisme et du marché. Le grand responsable étant toujours bien évidemment « la vague de mondialisation libérale »...

**Le Front National a délaissé son discours sécuritaire au profit d'un gauchio-lepénisme**

**Le Front National est devenu une sorte de boulangisme** qui pratique la sacralisation de l'identité nationale contre les forces coalisées de la finance, de la technocratie bruxelloise et d'un prétendu gouvernement mondial. Présidé par Marine Le Pen depuis janvier 2011, il est condamné à demeurer enveloppé dans le clair obscur de son ambiguïté. Il n'en sortirait qu'à ses dépens..

**Le Gauchio-lepénisme intègre parfaitement le vocabulaire socialiste.** Marine Le Pen s'engageait à défendre « notre modèle social, nos services publics, nos retraites ». Elle dénonçait « le recul de la laïcité » tout en fustigeant le mondialisme, l'immigration et l'islam, annonçant « l'inversion des flux » affirmant que « la solidarité nationale devait être réservée aux nationaux », le tout devenant possible grâce à un « état fort » qu'elle promettait de diriger « d'une main de fer ». Le FN a basculé du nationalisme identitaire du père, vers le nationalisme républicain de la fille, plutôt proche du chevènementisme...

**Le discours sécuritaire qui aurait du rester au cœur du débat légitime des idées** a été délaissé. Pourtant, le peuple se pose de bonnes questions sur l'islam, l'immigration, le communautarisme, l'assistanat. Marine Le Pen lui a apporté de mauvaises réponses. Le peuple voit très bien qu'il assiste à une immigration incontrôlée entraînant le phénomène politique le plus important et le plus cataclysmique de toute l'histoire de notre pays : le changement de peuple.

**La gauche a abandonné le peuple**

**La gauche a masqué sa décomposition et son impuissance** par un discours incantatoire, écartelé entre modernisme «tendance» et surmoi radical issu de son vieux complexe envers son aile révolutionnaire. Sa langue politiquement correcte, a aggravé la fracture avec un peuple de plus en plus déboussolé face à la «barbarie douce» d'une mondialisation qui s'impose d'autant

plus qu'il n'y a plus de grand projet à lui opposer. Cette décomposition s'inscrit dans des évolutions de la société française qui ont mis à mal les anciennes figures de l'engagement politique.

**Faute d'avoir pu réaliser une révolution sociale** le Parti Socialiste a fait une révolution sociétale. Le PS ne représentant plus que la bourgeoisie bobo ainsi que toutes les victimes passées ou présentes du racisme et du colonialisme. Curieusement les intellectuels se sont rapprochés du peuple réel, à mesure que le PS s'en éloignait.

Ce n'est pas le monde qui se « droitise » mais les peuples qui réagissent à la « gauchisation » du monde. Alors que c'est la gauche républicaine qui a accompli la colonisation au nom du progrès et de la civilisation, ce sont les gens de gauche d'aujourd'hui qui se posent en anticolonialistes. L'engagement notion un peu galvaudée dès l'après guerre est passée à droite avec armes et bagages

**Le socialisme moderne a abandonné le peuple.** La gauche n'a plus que le goût de gouverner pour les minorités, de stigmaniser le transhumanisme comme « l'ultime religion du capital » et de peindre la Suède en « Corée du Nord du libéralisme culturel »

**La France Insoumise est devenue anti-allemande**

**La majorité des bas salaires a renoncé à la gauche pour les défendre.** Et pourtant, le « peuple » n'a pas disparu, mais il a suffi qu'il change pour le rendre invisible à ceux qui sont censés se préoccuper de son sort. Un fait est établi : ce peuple oublié va de plus en plus mal. C'est lui qui alimente depuis des années la poussée continue du Front national et de La France Insoumise.

**Pour Mélenchon l'ennemi c'est l'Allemagne.** Elle est devenue l'enfant de la finance dérégulée et d'un pays qui s'est voué à elle. Cette alliance est en train de modeler, selon lui, l'Europe à sa main.

**Le « vivre ensemble » est devenu une expression inepte et indécente.** Elle camoufle l'apartheid des cultures. Ce n'est qu'une blague sanglante. Pour permettre au migrant de conserver ses racines, on somme le pays d'accueil de renoncer aux siennes. L'islamisme contraste avec l'immigration du passé. Il y ajoute la détestation du pays hôte. Ce communautarisme est partout une immense faillite...

**La droite doit expliquer que la crise de l'islam est beaucoup plus grave que celle de l'Euro**

**Le peuple à l'impression d'être colonisée par des arabo-musulman.** Le peuple français « indigène » risque de disparaître submergé par des hordes d'immigrants. Aujourd'hui la haine du blanc, du Français, de l'Européen, de l'Occidental, du juif, du sioniste ou du chrétien est présentée

par les islamistes comme une guerre sainte contre les mécréants.

La bataille finale, pour les plus fanatiques sera effroyable. Elle s'achèvera, selon eux, par l'écrasement des ennemis de l'islam. La France est aujourd'hui prise entre le marteau du multiculturalisme et l'enclume de l'islamisme. Le totalitarisme salafiste empoisonne toutes les cités françaises. La crise migratoire non maîtrisée est donc beaucoup plus grave que la crise de la zone Euro.

**La religion des droits de l'homme est mortelle pour les peuples européens** invités à faire place à d'autres peuples, à d'autres civilisations. La rencontre des droits de l'homme et de l'Islam évoque celle du nitrate et de la glycérine. L'islamisme est le totalitarisme de notre siècle, ce n'est pas une religion de paix et d'amour. Le législateur c'est Dieu pas l'homme. Les islamistes ont réussi à poser en France la première pierre d'un joug totalitaire qu'ils ont construit ailleurs par la coercition et la terreur. Le combat islamiste pour normaliser le port de l'uniforme salafiste est devenu une technique de marquage qui permet d'identifier les non-adhérents à l'idéologie islamiste...

**La question de l'islamisme modéré est donc caduque.** Les islamo-gauchistes veulent accorder à l'islam ce qui a été accordé au catholicisme. La violence perpétrée en milieu scolaire montre bien la décrépitude déjà grande des valeurs qui fondent la République et assurent « l'intégration » des nouveaux citoyens et de leurs enfants. L'occident a toujours pensé que l'islam allait se moderniser. Or ce qu'il fait c'est l'inverse. Il faut avoir conscience que l'objectif de l'islamisme est d'islamiser la société moderne...

La droite doit sortir de sa paresse intellectuelle, de sa cécité volontaire, de sa lâcheté face à l'islamisme. La gauche sectaire a fait fuir les intellectuels. La droite doit les accueillir en défendant ses valeurs. Le « macronisme et de droite et de gauche » est pour le moment totalement inconséquent sur le sujet. Il pourrait, a minima, rappeler que la forte redistribution dans un pays comme la France, repose sur un sentiment de solidarité et de communauté nationale qui se conjugue très mal avec une ouverture trop large aux étrangers...